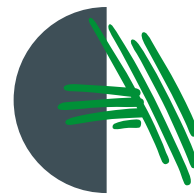


2008 bilan d'activités



CHAMBRES
D'AGRICULTURE
ASSEMBLÉE
PERMANENTE

“

L'Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture : au service des Chambres d'agriculture, des agriculteurs et de la société

L'APCA représente l'ensemble des acteurs du monde agricole et rural. Ce bilan d'activités vous permettra de mieux connaître l'étendue de l'action de cette tête de réseau, qui rassemble 3% des moyens humains et financiers du groupe.

Forte de l'ancrage des Chambres d'agriculture au cœur des territoires et des filières, elle joue un rôle consultatif auprès des Pouvoirs Publics nationaux et européens. Elle intervient également pour animer et appuyer ce réseau, riche de la présence de nombreux experts, et le soutient dans sa mission d'accompagnement et de conseil aux agriculteurs dans les domaines décrits ci-après.

Des solutions innovantes sont à imaginer pour répondre aux défis alimentaire, environnemental, climatique et sanitaire qui nous sont posés. Les Chambres d'agriculture sont engagées dans leur projet Terres d'Avenir pour la performance durable de l'agriculture et des territoires. Dans ce vaste mouvement de réforme, l'APCA sera un moteur du changement.

”

Luc GUYAU, Président de l'APCA



Le Parlement de l'agriculture

Analyser : pour un positionnement fort de l'agriculture dans l'économie française

Le pôle Economie et Politiques Agricoles a produit en 2008 de nombreuses études au service de l'aide à la décision des élus

- Les études d'impact sur le bilan de santé de la PAC à mi-parcours ont alimenté les travaux de la Commission économie avec une contribution du réseau Rosace, réseau de référence, pour l'approche micro-économique
- Les enjeux économiques et territoriaux de la politique de qualité ont été analysés avec l'appui du réseau des correspondants. Ces travaux ont alimenté les débats des élus sur le livre vert qualité
- Le suivi des filières apporte toutes les semaines un éclairage sur la situation des marchés et sur les débats interprofessionnels

Les publications

- Les "Focus" et "Lettre économique" analysent chaque mois la situation économique et la conjoncture agricole. Extrait de quelques sujets traités en 2008 : le prix de la santé alimentaire, l'agriculture aux prises avec la crise mondiale, l'approvisionnement en protéines et la hausse du coût de l'alimentation animale, le spectaculaire redressement de l'excédent agroalimentaire américain en 2007, la parité de l'euro et ses effets sur le commerce extérieur agroalimentaire, les régions de l'UE à 27, des structures d'exploitation très hétérogènes...
- "La Revue Chambres d'agriculture"
Cette année, l'agriculture indienne, l'agriculture des DOM, les filières ovines et lait, les multinationales de l'agroalimentaire, la gestion des risques en agriculture, une comparaison de la PAC et de la politique agricole américaine ont fait l'objet d'une analyse approfondie
- La base de données de l'agriculture française, européenne et mondiale, forte de près 1600 graphiques est régulièrement mise à jour. Un extrait de cette base est disponible sur le site Intranet des Chambres
- Les chiffres de l'agriculture française et l'analyse des comptes de l'agriculture ont fait l'objet, comme chaque année, de publications spécifiques

Les temps forts 2008

- La journée nationale avec les correspondants PAC pour préparer les consultations Chambres sur le bilan de santé de la PAC en janvier
- La réunion des chargés d'études économiques sur la gestion des risques en janvier
- Le séminaire de lancement de Rosace viticulture en mars
- La journée nationale avec les correspondants BIO pour préparer le salon tech & bio 2009 en décembre



Développer et partager l'expertise économique de l'APCA pour nourrir la réflexion prospective, en particulier pour la PAC d'après 2013.

Guy VASSEUR, Vice-Président



Les faits marquants

- La mise en place d'une expérimentation auprès de 100 exploitations agricoles sur les indicateurs HVE
- L'élaboration d'un cahier des charges sur la définition d'un point de vente collectif, transmis à la Direction Générale de l'Alimentation.

Le Parlement de l'agriculture

Proposer : influencer la politique agricole française

Le bilan de santé de la PAC à mi-parcours, donnant lieu à une véritable réforme en France, a rythmé le débat des sessions des Chambres d'agriculture. Elles se sont mobilisées à la demande du Ministre pour organiser une large consultation dans tous les départements. Sous la présidence de Guy VASSEUR, les travaux de la Commission économie ont éclairé le débat. Les deux résolutions adoptées en juin et décembre ont contribué à structurer les propositions autour d'un projet cohérent visant à conforter les productions fragiles et déficitaires, à rééquilibrer les soutiens et à conforter leur légitimité.

Le groupe permanent viticulture, présidé par Jacques GRAVEGEAL, a pesé sur le plan de modernisation viticole avec la reconnaissance du rôle des Chambres dans la gouvernance par bassin.

Sur la réforme de la gouvernance dans le secteur des fruits et légumes, le groupe permanent fruits et légumes présidé par Jo GIROUD a proposé une approche croisée territoires et produits validée par le bureau. Les débats montrant que l'entrée territoriale est déterminante pour une bonne organisation économique des filières.

L'APCA a très largement contribué aux Assises de l'agriculture. Dans les 5 groupes, les propositions ont structuré les débats. Certaines de nos propositions, à l'instar des travaux actuels sur les circuits courts, ont été reprises par les Pouvoirs Publics.

Dans le contexte du Grenelle de l'environnement et du Plan de développement de l'agriculture biologique du Ministère de l'Agriculture, l'APCA a fait de nombreuses propositions comme sur le déplaçonnement des aides ou le doublement du crédit d'impôt qui ont d'ores et déjà été retenues. En décembre, la session de l'APCA a adopté, à l'unanimité moins une abstention, une résolution qui conforte l'engagement des Chambres sur l'accompagnement du développement de l'agriculture biologique.

Enfin, le groupe qualité des produits et des pratiques, présidé par Jean-Louis CAZAUBON, a proposé une contribution au Livre Vert de la Commission européenne sur la qualité visant à défendre une politique ancrée dans les territoires.



“

En tant que membre du Conseil national de l'Alimentation pour l'APCA, nous avons préparé un rapport et un avis sur le clonage animal qui a fait consensus auprès de l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire.

Jean-Louis CAZAUBON, Vice-Président

”



Bio et politique qualité

Claude MONNIER préside, au nom de l'APCA, le groupe agriculture biologique du COPA COGECA, très actif auprès de la Commission européenne et siège au groupe consultatif agriculture biologique. Il a notamment œuvré en faveur de l'harmonisation de la réglementation européenne en agriculture biologique.

L'APCA siège également au groupe consultatif qualité de la Commission européenne.

Le Parlement de l'agriculture

Représenter : au Parlement, à Bruxelles et à l'OMC

Les membres de l'APCA représentent l'agriculture dans 200 instances nationales, européennes et mondiales

L'APCA, qui a développé une relation de confiance à l'Assemblée et au Sénat, enrichit les différents projets de lois en faisant adopter des propositions majeures pour l'agriculture et le monde rural.

Un lobbying soutenu à Bruxelles

Sur les décisions 2008 adoptées par le Conseil et le Parlement :

- le Bilan de santé de la PAC : Guy VASSEUR a plaidé pour le maintien des instruments de régulation sur les marchés, la réorientation et le rééquilibrage des soutiens, des outils de couverture des risques et la non augmentation de la modulation
- les interprofessions : Luc GUYAU a rencontré la Commissaire Marian FISCHER BOËL, et apporté un appui au mémorandum français
- le secteur protéagineux : Pierre CUYPERS a argumenté en faveur d'une augmentation du soutien
- le "paquet pesticides" : Didier MARTEAU a recommandé des objectifs de réduction réalistes, une harmonisation européenne, une cohérence par rapport aux pays tiers, et un accompagnement des systèmes d'exploitation vers des systèmes plus respectueux de l'environnement

L'APCA est également intervenue sur les débats communautaires en cours :

- le Plan d'Action "Santé animale" (Daniel GRÉMILLET), la future définition des zones défavorisées (Jean-Louis CAZAUBON), ainsi que sur les Livres Verts de la Commission européenne sur "la qualité des produits" et "la cohésion territoriale" (Jean-Louis CAZAUBON)

Mais aussi une action internationale...

Pour la préparation de la présidence française de l'Union, sur le nouveau projet d'accord agricole à l'OMC, sur l'intégration de l'agriculture au sommet de l'Union pour la Méditerranée (Guy GIVA et Xavier BEULIN), au travers du GIP ADECIA sur la mise en place de jumelages institutionnels européens en Pologne et en Roumanie...

Acteur au CESE et au CES européen

Au CESE français : "Les marchés des matières premières : évolution récente des prix et conséquences sur la conjoncture économique et sociale" : rapport présenté par Luc GUYAU le 19/11/2008

Au CES européen : "la Sécurité sanitaire des importations et la conformité avec les normes européennes" : rapport présenté par Gilbert BROS le 22/10/2008.



Dans le cadre d'un projet Casdar, un travail d'enquête auprès des Chambres d'agriculture et d'organismes de développement dans six pays européens a permis d'analyser la prise en compte de la diversité de la situation des agriculteurs vis-à-vis des règlements européens portant sur le Conseil agricole et le Développement rural.

Gilbert BROS, Vice-Président



Le Parlement de l'agriculture

Communiquer et promouvoir

Une communication au service du groupe

Un plan d'actions 2008/2009 structurant et pragmatique approuvé en session

- 13 recommandations opérationnelles pour une communication efficace
- une animation renforcée du réseau des responsables communication

Des relations presse professionnalisées appuyées par une agence spécialisée

- 10 rencontres avec les journalistes généralistes en charge de l'agriculture, 3 tribunes libres publiées dans 7 quotidiens, 3 conférences de presse – Max Havelaar / Pac après 2013 / Grenelle et Bilan de santé de la PAC – plus de 40 reprises média

Une revue Chambres d'agriculture stabilisée à la diffusion amplifiée

- 10 numéros
- 3600 abonnés
- 1200 ventes au numéro
- Diffusion moyenne : 4400 exemplaires par numéro



Des liens à l'international confortés

- 7 rendez-vous thématiques avec les réseaux des attachés agricoles des Ambassades
- un dispositif "Bourse Nuffield" pérennisé

Promotion des produits

Un repositionnement stratégique des Chambres d'agriculture pour un dispositif opérationnel rénové en 2009.

Promouvoir prioritairement les produits agricoles et agroalimentaires emblématiques des territoires et sous signes officiels de qualité et d'origine pour conforter l'agriculture territorialisée

Des actions innovantes pour faire valoir l'excellence des produits médaillés au Concours Général Agricole (CGA) sur le SIA, sur le SIAL et en régions.

Chiffres clés

Salon International de l'Agriculture :

- 600 exposants sur 13 000 m² dédiés au secteur des Régions de France
- 4 000 visiteurs sur les animations de découverte dans le noir des produits médaillés

www.francedesaveurs.com

- 22.000 sessions/mois
- 560 fiches entreprise



Cibler nos actions de promotion sur les produits fleurons des territoires pour conforter la valeur ajoutée sur nos exploitations agricoles.

Jacques GRAVEGEAL,
membre du Bureau



Terre d'infos TV



Plus de 100 émissions de télévision réalisées en public, en direct au Salon de l'Agriculture et au Salon International de l'Alimentation

- animées par des grands noms de l'Info
- accessibles gratuitement sur www.apca.chambagri.fr et www.terredinfostv.fr



L'appui aux Chambres d'agriculture

Innover : au service des entreprises agricoles

L'activité consulaire

- Définition des priorités en matière de recherche-développement dans le cadre du groupe "innovation" des Assises de l'agriculture pilotées par le Ministère de l'Agriculture
- Orientations 2009-2013 pour le Compte d'affectation spéciale "Développement Agricole et Rural" (Cas DAR). Le contrat d'objectifs pour les programmes de développement du groupe des Chambres a été signé par Michel BARNIER, Ministre de l'Agriculture, à la session de juin 2008
- Evolution du dispositif d'accompagnement de l'installation qui a débouché sur la création du Plan de Professionnalisation Personnalisé (PPP) : 2 décrets publiés en décembre 2008 et janvier 2009
- Participation à l'élaboration du 5ème schéma prévisionnel de l'enseignement agricole 2009-2013 arrêté par le Ministre de l'Agriculture en février 2008.
- Augmentation de la contribution Formation des agriculteurs à VIVEA

L'appui au réseau

- Le bilan des programmes de développement agricole 2005-2008 du groupe Chambres, et un cadre méthodologique pour les programmes 2009-2013, incluant des actions mutualisées
- L'animation du comité scientifique APCA, présidé par Alain CAPILLON, Professeur à Sup Agro Montpellier pour la préparation des programmes de développement du groupe Chambres
- La préparation de réponses des Chambres aux appels à projets du Cas DAR, et le suivi de programmes spécifiques des Chambres d'agriculture ("Chlordécone" aux Antilles, Bassins versants en Bretagne)
- Un appui à l'enregistrement des contrats d'apprentissage et à la tenue du fichier des maîtres exploitants pour les stages des jeunes agriculteurs
- L'élaboration d'une démarche de certification de service pour le conseil, intégrant le référentiel Formation, et prenant en compte le système de management de la qualité pour l'identification des animaux (IPG)

Des retombées concrètes

- 31 programmes de développement représentant 1 000 ETP et 100 millions d'euros, avec une contribution de 41 millions d'euros du Cas DAR
- Un projet de référentiel "Service aux entreprises agricoles et aux acteurs du territoire" et un groupe pilote de 13 Chambres pour l'expérimenter
- 30 Chambres d'agriculture certifiées pour tout ou partie de leurs services



Indicateurs

- 10 réunions des Commissions et groupes
- 2 journées nationales

Un nouvel accord paritaire sur la formation du personnel des Chambres

a été signé le 1er juillet 2009. Il prévoit en particulier l'extension du parcours de formation des conseillers à l'ensemble du personnel des chambres, la mise en place du Droit Individuel à la Formation, et l'augmentation du crédit formation mutualisé géré par le FAFSEA.



Recherche, Développement et Formation visent à améliorer la performance économique des entreprises agricoles en répondant à la diversité des agricultures et des territoires ainsi qu'aux attentes de la société.

Changements climatiques, réduction de la dépendance en protéine et valorisation non-alimentaire, constituent trois nouveaux challenges.

Pierre CUYPERS,
membre du Bureau



L'appui aux Chambres d'agriculture

Former : préparer l'avenir

**Resolia : la formation continue
des agents des Chambres d'agriculture**

reSolia
déployons nos talents

- Resolia, le nouveau service commun pour la formation et le développement des compétences, a été créé le 1er janvier 2008 suite à la décision de la session de décembre 2007. Il regroupe : les 4 centres régionaux (CRPA à Rennes, CRA Lorraine, Midi-Pyrénées et PACA) et l'IFCA à Guyancourt. L'équipe de 10 consultants a été consolidée, en maintenant 5 antennes de proximité
- Resolia propose de la formation, du conseil et du coaching

Des retombées concrètes

- 90 % de Chambres rencontrées par les consultants individuellement ou par région pour écouter les besoins et proposer des formations ou des accompagnements
- 11 140 journées-stagiaires réalisées en parcours pour les jeunes agents, en formation de courte durée (méthodologie de conseil et d'animation, outils informatiques, gestion de l'entreprise, agronomie-environnement,...) ; en formation d'ingénieurs ITIA en partenariat avec AgroParisTech et le CNAM
- 4 344 agents formés
- 52 Chambres ont bénéficié d'actions intra-entreprise
- 100 % des Chambres ont fait appel aux services de Resolia

“

La formation a pour finalité de renforcer les compétences des hommes, tant pour le renouvellement des entreprises que pour aider les agriculteurs et les salariés à conforter leur autonomie dans leurs prises de décision.

Rémi BAILHACHE, membre du Bureau

”



ésitpa
École d'Ingénieurs en Agriculture



Esitpa : l'école d'ingénieurs des Chambres d'agriculture

- Fin de la construction et réception des travaux en juillet
- Préparation du transfert de l'école à Mont-Saint-Aignan et déménagement en août
- Inauguration le 20 novembre par Luc GUYAU

Indicateurs :

406 étudiants à la rentrée 2008-2009 dont
45 admissions parallèles (2^{ème} et 3^{ème} années)

L'appui aux Chambres d'agriculture

SIRCA : vers un système d'information commun du groupe Chambres

80 Chambres d'agriculture mobilisées...

Le SIRCA poursuit la réalisation des projets qui lui ont été confiés grâce à une forte implication des Chambres d'agriculture. Sont ainsi mobilisés 80 Chambres, 210 collaborateurs aux côtés de l'équipe du SIRCA à l'APCA, ce qui a conduit à comptabiliser 1 782 journées de travail pour 2008.

Des avancées importantes...

La base sol des Chambres d'agriculture et Mes p@rnelles...

Cette base professionnelle multi-filières qui participe à la simplification administrative, est déployée dans 18 régions et 76 départements. Elle garantit à l'agriculteur la saisie unique et sécurisée de ses données qu'il peut valoriser dans le cadre de ses obligations réglementaires et dans différentes procédures techniques ou économiques.



3000 agriculteurs sont abonnés fin 2008 à Mes p@rnelles, la solution internet appuyée sur la base sol proposée par les Chambres d'agriculture pour leur permettre de piloter leurs cultures avec des outils simples, à l'ergonomie intuitive.

La gestion de l'information

L'objectif est de mieux valoriser l'information et les services :

- La livraison du kit de publication web : 8 sites internet déployés sur les 50 Chambres intéressées
- La validation du schéma pour une nouvelle organisation de la gestion de l'information du groupe
- Le lancement en mars de la revue de presse en ligne fil@agricole diffusée à 670 abonnés. Un nouveau-né dans la gamme des 32 newsletters, diffusées à 12 866 exemplaires auprès de 3 610 abonnés

CFEnet agricole, portail internet développé en partenariat avec l'ACFCI, est en production depuis septembre. Il permettra aux agriculteurs de réaliser en ligne l'ensemble des formalités relatives aux entreprises et sera opérationnel pour les utilisateurs début 2009.



Enfin, engagé courant 2007, le projet visio-conférence a permis en 2008 à 27 Chambres départementales, 8 Chambres régionales et l'APCA de s'équiper.



Organiser un système d'information pour le groupe qui réponde à la demande de la majorité, n'est pas chose facile. Impressionnante illustration du travail en réseau, le SIRCA incarne l'obligation de se rassembler sur l'essentiel. Un pari à relever pour être là demain.

Jo GIROUD, Secrétaire Général



Au service des métiers de l'agriculture et des territoires

Elevage et Agroéquipement

L'activité consulaire

Une participation active aux instances consultatives et groupes de travail mis en place par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche sur les textes réglementaires relatifs aux Etablissements Départementaux d'Elevage (EDE), à l'identification, à la sélection animale, aux maladies animales et au bien-être animal, à l'alimentation du bétail, aux machines et bâtiments agricoles, et à l'équarrissage.

Une contribution importante aux "rencontres Animal et Société" organisées par le MAP sur tout le premier semestre 2008.

L'appui au réseau

Un accompagnement de la démarche d'agrément des EDE et une incitation à la restructuration

- Production d'un dossier type transmis à tous les départements
- Journée d'information nationale sur les aspects juridiques de la restructuration
 - 70 EDE agréés sur 70 candidatures
 - 11 EDE inter-départementaux

Une animation de la démarche qualité SMQ en identification et certification des parents

- Bilans trimestriels de suivi qualité transmis à tous les départements 4 fois par an
 - 100% des EDE engagés dans la démarche
 - 19 relais qualité animés par l'APCA
 - 70 correspondants qualité formés

Une animation de l'activité des EDE et des services élevage des Chambres d'agriculture

- Négociation de l'accord cadre APCA - ANELA - FIEA
- Elaboration de la convention EDE/ATM éleveurs de ruminants sur l'équarrissage
- Animation du comité de suivi national du réseau de fermes de références en élevage

Une animation des réseaux des conseillers Machinisme et des conseillers Bâtiments

- Préparation de l'accord cadre APCA - FNCUMA - CEMAGREF
- Refonte du Bordereau unitaire des prix en bâtiments agricoles
- Organisation de 2 biennales nationales des conseillers Machinisme et Bâtiments

Des retombées concrètes

- Des services avec des garanties de fiabilité et de qualité renforcées
- Des outils pour simplifier leurs obligations réglementaires
- Des dispositifs d'identification traçabilité performants
- Des conseillers leaders dans leur domaine de compétence



Indicateurs

- 11 réunions de Commissions et groupes
- 3 journées nationales
- 2 biennales



L'élevage est un secteur capital de notre économie agricole. Il est souvent l'objet de critiques et de craintes non fondées. Les Chambres d'agriculture se doivent de tout mettre en œuvre pour conserver à ce secteur sa place aussi bien dans l'économie de notre pays que dans le cœur de nos concitoyens.

Daniel GREMILLET, Vice-Président



Le regroupement des EDE initié par la loi d'orientation agricole de janvier 2006 marque une nouvelle étape vers toujours plus de professionnalisation des Chambres d'agriculture.

Daniel ROUVREAU, membre du Bureau



Au service des métiers de l'agriculture et des territoires

Agronomie / Environnement – Biodiversité

Une activité consulaire très chargée avec le Grenelle de l'environnement

- Les travaux législatifs de mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (Grenelle 1 et 2 et Loi de Finances)
- La préservation de la biodiversité
- Le plan Ecophyto 2018
- Le plan de performance énergétique des exploitations
- La politique de l'eau
- Les installations classées
- La prévention et la gestion des déchets
- Le management environnemental des exploitations
- La responsabilité environnementale
- Les OGM

L'appui au réseau

Une animation au quotidien des 1200 salariés du groupe Chambres d'agriculture en charge des questions d'agronomie et d'environnement, autour de 6 réseaux (responsables de service agronomie-environnement, Missions-déchets, Gestion de l'eau, Protection des cultures, Fertilisation et Installations classées et Energie, Climat et Biomasse).

Des outils finalisés

- Un accord cadre avec l'Ademe pour faciliter l'implication du groupe Chambres d'agriculture dans la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement
- Des fiches juridiques sur la gestion collective de l'eau, les SDAGE, les SAGE, les Zones soumises à contraintes environnementales
- Un guide sur l'accompagnement des porteurs de projets méthanisation
- Une synthèse sur la biodisponibilité en azote des boues

Des retombées concrètes

- Le "6 pages" Grenelle : document regroupant les engagements du groupe Chambres d'agriculture en faveur du développement durable
- Une vingtaine d'amendements repris dans les textes de loi et des modifications réglementaires adoptées
- Le co-pilotage de colloques importants
 - avec l'INRA sur les systèmes de culture innovants (240 personnes)
 - avec l'Ademe sur les analyses de cycles de vie (250 personnes) et sur le management environnemental (200 personnes)
- Des interventions dans différents colloques, aux niveaux français et européens

Indicateurs

- 40 réunions de Commissions et groupes de travail
- 6 journées nationales et 3 séminaires
- 7 formations
- 75 Newsletters thématiques et bulletins de liaison



Notre ambition : mettre en synergie économie, emploi, environnement et développement territorial.

Didier MARTEAU, membre du Bureau



Les agriculteurs sont engagés dans la préservation des ressources en eau. Ils attendent une reconnaissance de leurs efforts.

Joseph MENARD,
membre du Bureau



Au service des métiers de l'agriculture et des territoires

L'entreprise

L'activité consulaire

Une expertise sur :

- La Loi de Finances pour 2008 et du projet de Loi de Finances pour 2009 (et Lois rectificatives)
- La Loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2008 et du projet pour 2009
- Le projet de Budget de l'agriculture pour 2009

Des auditions et rencontres parlementaires pour :

- Le projet de Budget de l'agriculture pour 2009
- Le rapport du Sénat sur l'assurance récolte
- Le rapport sur "la diversification et la valorisation des activités agricoles" (Mission Nihous)

L'appui au réseau

L'adaptation du CFEnet des Chambres de commerce au secteur agricole et mobilisation des CFE des chambres départementales en vue de l'ouverture du site.

L'intégration des activités équestres dans le secteur agricole :

- 30 référents "cheval" départementaux

La mise en œuvre du Système de Conseil Agricole (SCA) et sa déclinaison à l'échelon local :

- 32 réseaux Chambres regroupant plus de 1000 partenaires (80 % des organismes SCA)

Le développement du Système d'Information des Conseillers (SIC) sur la conditionnalité :

- Plus de 100 fiches à jour

L'intégration des ADASEA par les Chambres d'agriculture (définitions des modalités de fonctionnement) :

- 30 ODASEA au 01/03/2009

Des retombées concrètes

- Une information complète et détaillée sur les entreprises agricoles
- Loi de Finances : augmentation de la Dotation Pour Aleas (DPA) et de la Dotation Pour Investissement (DPI)
- Une ouverture programmée de CFEnet aux agriculteurs pour les télédéclarations
- Un nouveau protocole GRTGaz-Profession agricole qui réactualise le dispositif des indemnités pour réparation des dégâts permanents ou instantanés
- Un nouveau guide "veufs et veuves en agriculture"



Les services de remplacement s'inscrivent dans un esprit de solidarité entre agriculteurs. Les Chambres d'agriculture soutiennent activement cette démarche.

Jean-Philippe VIOLLET, membre du Bureau



Les entreprises agricoles représentent un gisement d'emplois et les chances d'un développement économique équilibré des territoires.

Jean-Pierre BOISSON,
membre du Bureau



Indicateurs

- 12 réunions Commissions et groupes
- 8 formations décentralisées
- un nouveau site web pour les formalités : www.cfenet.chambagri.fr

Au service des métiers de l'agriculture et des territoires

Territoires

L'activité consulaire

Développement rural

Contribution aux débats sur l'avenir du lien entre agriculture et développement rural, lobbying à Bruxelles et participation aux rencontres organisées par l'Union Européenne.

Positionnement de l'APCA sur la programmation FEADER 2007-2013 comme "membre pivot" de la commission permanente nationale du réseau rural français.

Montagne

Contribution aux débats pour intégrer les dimensions montagne, herbe, lait, dans le bilan de santé de la PAC.

Avenir de la politique de la montagne en France : contribution au rapport sur la politique agricole et forestière en faveur de la montagne de M. MOREL À L'HUISSIER.

Zones défavorisées

Réponse à la consultation de la Commission européenne sur la réforme des zones défavorisées.

Préservation des terres agricoles

Contribution de l'APCA pour positionner ce thème dans les débats des Assises de l'Agriculture.

Biodiversité

Participation active au COMOP Trame Verte et Bleue.

Forêts, arbres et bois

Appui aux Chambres d'agriculture pour les rencontres régionales dans le cadre de la réforme du Centre National Professionnel de la Propriété Forestière (CNPPF).



L'animation du réseau

Réalisation d'une "boîte à outils foncier", pour appuyer les Chambres d'agriculture dans leurs actions avec les collectivités.

Relance de trois réseaux : "forêt, arbres et bois", "structures de massifs" et "urbanisme".

Péri-urbain : signature d'une convention nationale entre l'APCA et Terres en Villes relative à "la gouvernance alimentaire des agglomérations françaises et la relocalisation des productions agricoles".

Des retombées concrètes

Une journée nationale APCA, FNSEA, FNC et ONCFS sur les actions du réseau agrifaune, pour les ressortissants des quatre réseaux : 300 participants (28 mai 2008).

Un guide à destination des exploitants agricoles et des conseillers agricoles sur le statut des parcelles agroforestières.

Indicateurs

- 22 réunions de Commissions et groupes
- 1 journée nationale



Sur la forêt, les Chambres ont explicité les moyens qu'elles mettent en œuvre sur le terrain et proposé l'amélioration de l'organisation des acteurs forestiers au niveau régional.

Dominique CHALUMEAUX,
membre du Bureau



Au service des métiers de l'agriculture et des territoires

Tourisme et vente directe

L'activité consulaire

Une intervention auprès des Pouvoirs Publics sur la location meublée, pour le maintien des règles du régime fiscal micro-BIC (BIC : Bénéfices Industriels et Commerciaux).

L'animation du réseau

Un fonctionnement en réseau efficace qui fait le lien avec le terrain

- Un EXTRANET Tourisme modernisé, déclinaison du kit web du SIRCA
- 2 lettres nationales "Vivez les nouvelles de plus près" adressées aux 5800 adhérents Bienvenue à la ferme
- 3 départements supplémentaires engagés dans la démarche des Marchés des Producteurs de Pays, soit 22 départements au total

Des retombées concrètes

Une offre Bienvenue à la ferme clarifiée, enrichie, au positionnement rénové

- Un nouveau positionnement marketing de l'offre "Hébergement à la ferme" valorisant "l'être bien"
- Une première mouture du guide d'interprétation "Produits de la ferme" pour clarifier les engagements des producteurs fermiers "Bienvenue à la ferme"

Une communication grand public élargie

- Une opération Presse "20 ans Bienvenue à la ferme" réussie avec l'appui du Ministère de l'Agriculture
- Une version V3 du site www.bienvenue-a-la-ferme.com développée et mise en ligne pour toujours plus de confort et de contenu pour l'internaute
- Une présence renforcée de Bienvenue à la ferme sur des salons : Salon Pari fermier, Kidexpo, et Salon International de l'Agriculture

Une intégration réussie de la démarche des Marchés de Producteurs de Pays au niveau national



Marchés des
Producteurs
de Pays

Indicateurs

- 21 réunions des groupes professionnels
- 2 journées nationales avec 150 participants



**Apporter du neuf et du tangible
à nos clients et nos adhérents.**

Bernard ARTIGUE,
membre du Bureau



www.bienvenue-a-la-ferme.com

- 113 000 sessions mensuelles en moyenne, soit + 21 % par rapport à 2007
- 5 000 abonnés à la Newsletter Bienvenue à la ferme
- 29 départements et régions dans le projet www.bienvenue-a-la-ferme.com, couvrant plus de 80% de l'offre



Vivez la campagne de plus près

Des hommes et des ressources

Pour une meilleure lisibilité des actions à travers un budget réformé

L'ordonnance du 2 octobre 2006 a supprimé les comptabilités distinctes et les services d'utilité agricole. L'APCA, en application du décret n° 2007-345 du 14 mars 2007, a mis en œuvre un "budget unique", dès son budget primitif 2008.

Le nouveau cadre budgétaire de l'Assemblée Permanente a été conçu pour répondre notamment aux attentes des élus, des tutelles et des partenaires, avec le souci, *in fine*, d'une meilleure lisibilité des actions. La présentation du budget et des résultats est donc faite par programmes, aux côtés de la présentation traditionnelle par nature de dépenses et de recettes, elle-même simplifiée.

La cotisation des Chambres d'agriculture à l'APCA est de 10 588 K€.

Les cotisations perçues et intégralement reversées pour les Centres Régionaux de la Propriété Forestière et les Communes Forestières sont de 10 016 K€.

Investissements majeurs 2008

Construction et transfert de l'Esitpa : 10 578 K€

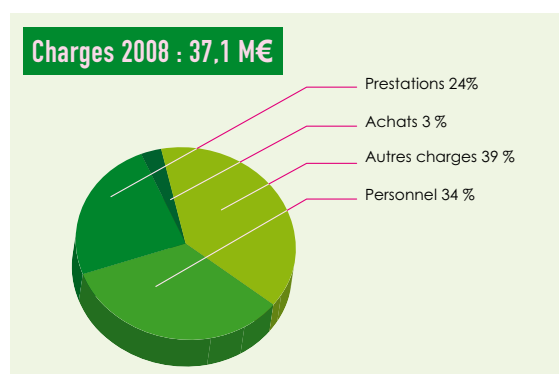
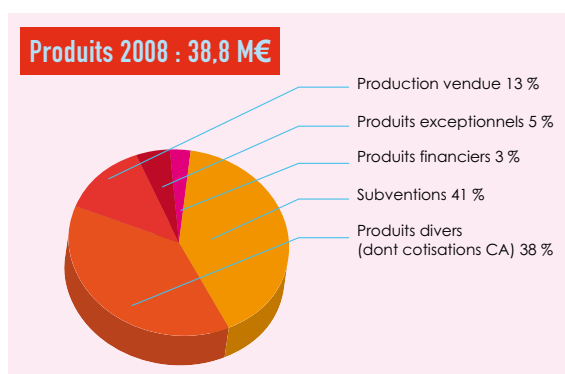
Investissements Paris : 234 K€

Informatique : 80 K€

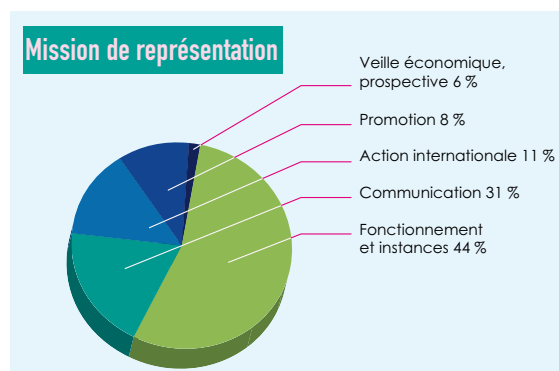
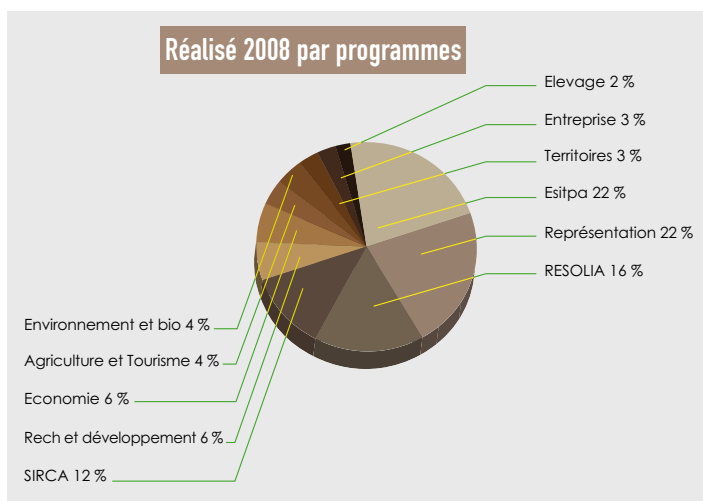
Travaux communs du SIRCA

Développement des solutions informatiques : 643 K€

Indemnisation des groupes d'experts Chambres : 941 K€



Le résultat net 2008 de 1,7 M€ s'explique principalement par une reprise de provision au titre du fonds de gestion de l'emploi.



Des hommes et des ressources

Un soutien au management des Chambres

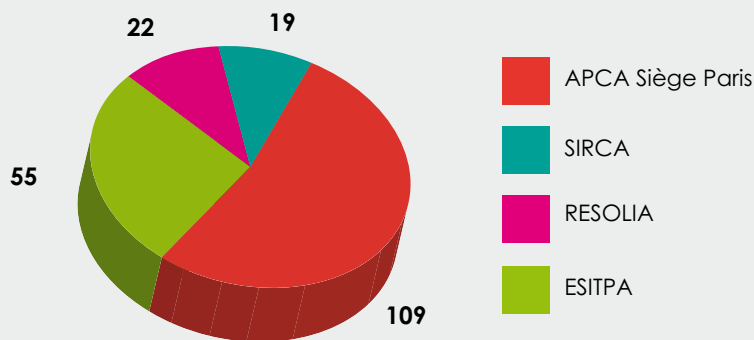
Séminaire d'accueil des nouveaux directeurs portant aussi bien sur les problématiques RH que la gestion.

Animation des travaux des groupes de directeurs et des comptables :

- description des processus majeurs dans le cadre de la recherche d'un nouvel outil de gestion pour les Chambres
- contrôle de gestion : élaboration d'un guide sur le contrôle de gestion et description des principaux éléments du tableau de bord des directeurs
- recueil et diffusion des données sociales, financières et activités des Chambres d'agriculture

Une gouvernance renforcée au travers de l'animation du Comité des Directeurs et des journées nationales des Directeurs.

Répartition des effectifs (total : 205)



Indicateurs sociaux

- **Répartition :**
Femmes : 65%
Hommes : 35%
- **Turnover 2008 CDI :**
nombre de départs 20
nombre d'embauches 21
- **Formation du personnel APCA :**
403 jours de formation



2008

préparation du projet Terres d'Avenir

Après Poitiers en 2003 et Tours en 2005, l'année 2008 a été consacrée à la préparation de la 3^e Université des Chambres d'agriculture, programmée à Beaune les 3, 4 et 5 février 2009, sous la responsabilité du Bureau de l'APCA. Un travail structuré autour de trois axes principaux :

- l'approfondissement des projets régionaux de mutualisation, après les importantes avancées consécutives à l'Université de Tours
- la rénovation du socle identitaire des Chambres d'agriculture, un projet intitulé "des mots pour le dire"
- l'identification de services mutualisés nationaux, pour une réponse de l'ensemble des Chambres à des besoins prioritaires identifiés des exploitations agricoles et des collectivités.

Davantage encore que les Universités précédentes, ce troisième événement du groupe se caractérise par l'ampleur de la mobilisation amont des élus et des collaborateurs :

- Bureaux de l'APCA, sessions, Comités des Régions, Comités Directeurs, journées des Directeurs... Pas une instance du groupe en 2008 sans que l'Université ne soit abordée
- un groupe "mixte" de Présidents et Directeurs, sous la responsabilité du Secrétaire Général Jo Giroud, s'est réuni à trois reprises pour suivre l'avancée de la préparation et apporter sa contribution au projet "les mots pour le dire"
- 10 réunions inter-régionales se sont tenues courant novembre et décembre pour mettre en débat les orientations préalables à l'Université, et les confronter à la vision du terrain
- les responsables d'équipes de l'APCA ont mobilisé leurs groupes métiers et proposé des services mutualisés nationaux.

Enfin, la réalisation d'une grande enquête nationale restera comme un événement majeur de 2008. Une photo sans complaisance de la perception des Chambres d'agriculture, qui a permis d'identifier nos forces – un engagement quotidien – et nos faiblesses – un certain immobilisme. Un constat qui a largement inspiré les échanges de Beaune, pour déboucher sur le projet Terres d'Avenir du groupe Chambres d'agriculture.

APCA
9 avenue George V
75008 PARIS
01 53 57 10 10
accueil@apca.chambagri.fr
www.apca.chambagri.fr



**Ensemble, cultivons l'agriculture
pour demain.**

Luc GUYAU, Président de l'APCA

